

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/CN.4/SR.1594
12 février 1981
Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Trente-septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 1594ème SEANCE

Tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 10 février 1981, à 16 h 30.

Président : M. CALERO RODRIGUES (Brésil)

SOMMAIRE

Rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités sur sa trente-troisième session (suite)

Le présent compte rendu pourra faire l'objet de rectifications.

Les participants qui désirent en apporter sont priés de les adresser par écrit à la Section d'édition des documents officiels, bureau E-6108, Palais des Nations, Genève, dans la semaine qui suit la réception du compte rendu dans leur langue de travail.

Les rectifications aux comptes rendus des séances de la présente session de la Commission seront réunies en un seul rectificatif qui paraîtra peu après la fin de la session.

GE.81-15477

La séance est ouverte à 16 h 45.

RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES ET DE LA PROTECTION DES MINORITÉS SUR SA TRENTE-TROISIÈME SESSION (point 23 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1413 et E/CN.4/1420)

1. M. STOEL (Pays-Bas) dit que même si la Sous-Commission a parfois perdu de vue les limites de son mandat, sa remarquable productivité compense largement ce défaut. Mieux vaut être obligé de la retenir de temps à autre que d'avoir à la pousser à agir. Quant à l'idée que la Sous-Commission ne serait pas compétente pour envoyer des télégrammes aux gouvernements, il faut noter que dans sa résolution 8 (XXIII), la Commission a explicitement prié la Sous-Commission de faire rapport sur les violations des droits de l'homme en puisant à toutes les sources de renseignements possibles, l'autorisant ainsi à rechercher des renseignements auprès des gouvernements. Dans les cas urgents, la Sous-Commission peut donc envoyer des télégrammes.

2. Par ailleurs, la délégation néerlandaise attache une grande importance à l'indépendance des membres de la Sous-Commission. Le fait qu'ils ne reçoivent pas d'instructions de leur gouvernement - en principe - est la garantie d'une approche franche et objective des problèmes de droits de l'homme. En réalité, tous les membres ne sont pas vraiment indépendants, et la pratique s'est développée au cours des années de nommer des suppléants, pour la plupart diplomates, pour remplacer les membres en titre. La délégation néerlandaise est préoccupée par cette évolution, dont l'annexe I au rapport à l'examen donne des exemples. Au cours de la dernière session de la Sous-Commission, cinq membres ont été remplacés pendant toute la session par des représentants de gouvernement, et six membres ont soumis officiellement le nom de leur suppléant. Il serait bon que la Sous-Commission se penche sur ce problème qui constitue un danger pour l'indépendance de ses membres. La délégation néerlandaise tiendra compte de la pratique suivie par les membres ou le gouvernement de leur pays lors de l'élection des nouveaux membres à la Sous-Commission.

3. La plupart des problèmes de fond évoqués dans le rapport de la Sous-Commission peuvent être abordés à l'occasion de l'examen des différents points de l'ordre du jour de la Commission auxquels ils se rapportent, mais la question des populations autochtones ne correspond à aucun point à l'ordre du jour, même si a priori on peut penser qu'elle se rapproche de celle des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques. Dans sa résolution 5 (XXXIII), la Sous-Commission a reconnu l'importance de la question et la nécessité de protéger et de promouvoir les droits de l'homme des populations autochtones, et elle a exprimé l'espoir que l'étude de ce problème serait achevée avant sa prochaine session. La délégation néerlandaise souscrit pleinement à cette résolution, car l'étude en question n'est pas un exercice purement théorique; elle revêt une importance pratique et un intérêt immédiat.

4. Dans de nombreuses régions du monde, les populations autochtones vivent dans des zones reculées, où, jusqu'à une époque récente, elles pouvaient conserver leur mode de vie traditionnel, étant plus ou moins à l'écart de la société moderne. Il s'agit souvent de populations qui ont été repoussées dans des terres ingrates par ceux qui sont arrivés plus tard et ont pris possession des régions les plus prospères du pays. Mais aujourd'hui, du fait que les ressources se font de plus en plus rares, ces régions reculées commencent à intéresser le reste de la société, ce qui a des conséquences radicales et tragiques pour les populations autochtones. On constate le même phénomène, plus ou moins répandu,

sur tous les continents. Mais les populations autochtones les plus touchées sont probablement les Indiens d'Amérique, dont le sort préoccupe le peuple et le Parlement néerlandais. C'est donc sur les instances du Gouvernement néerlandais que M. Stoel demande que l'étude entreprise sous l'égide de la Sous-Commission soit rapidement achevée pour permettre à l'ONU de prêter dûment attention aux problèmes des populations autochtones.

5. M. LOPATKA (Pologne) se demande si la Sous-Commission a bien donné suite à la résolution 1979/36 du Conseil économique et social, par laquelle elle a été invitée, pour renforcer son efficacité et ses ressources, à examiner son programme de travail pour identifier les secteurs spécifiques qui appellent de sa part une attention concentrée et à adresser à la Commission des recommandations à ce sujet. La Sous-Commission remplit des tâches importantes au sein du système des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme, comme le reflète son rapport. Mais ce rapport appelle des observations critiques. Le Directeur de la Division des droits de l'homme a eu raison de rappeler le mandat de la Sous-Commission en introduisant le point 23 de l'ordre du jour. La délégation polonaise partage pleinement les observations critiques formulées par le représentant du Brésil au sujet de certains aspects des activités et de certaines recommandations de la Sous-Commission. Dans sa résolution 9 (XXXII), la Sous-Commission a considéré à juste titre que son domaine de compétence a été élargi et s'étend maintenant à des questions qui vont au-delà de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités. Mais au lieu d'en conclure qu'il lui faut respecter strictement son mandat, elle demande que celui-ci soit adapté à ses activités, ce que la délégation polonaise ne peut accepter.

6. A sa session en cours, la Commission devra élire de nouveaux membres de la Sous-Commission. Elle devra à cette occasion confirmer le mandat de la Sous-Commission et définir les grandes orientations et les méthodes de travail dont celle-ci devra s'inspirer. Il ne serait pas correct, en examinant le point 23 de l'ordre du jour, de prendre des décisions concernant le point 11, comme le voudrait la Sous-Commission. Il n'y a aucune raison non plus de modifier le domaine de compétence et les méthodes de travail de la Sous-Commission, ni d'élargir son mandat et de l'autoriser à suivre de nouvelles procédures qui ne sont pas acceptables à l'Organisation des Nations Unies. La Sous-Commission devrait se borner à l'examen des questions liées à la lutte contre les mesures discriminatoires et à la protection des minorités. Il n'y a aucune raison de modifier son nom, comme elle le suggère dans son rapport. La Sous-Commission est et doit rester un organe d'experts, et non un organe politique prenant des décisions sur le fond des problèmes. Elle doit avoir des fonctions consultatives et de recherche bien délimitées, de même nature que celles qui sont confiées à un séminaire international scientifique, et non à une commission des Nations Unies composée de représentants d'Etats membres.

7. La délégation polonaise souscrit aux critiques émises par le représentant du Brésil au sujet de l'avis consultatif du Service juridique de l'ONU (pp. 54 et 55 du rapport de la Sous-Commission). Par ailleurs, rien ne justifie que la Commission donne suite aux recommandations figurant dans la résolution 27 (XXXIII) de la Sous-Commission. Dans le même ordre d'idées, il serait bon de demander au Secrétaire général d'établir une série de documents définissant le mandat et les méthodes de travail de la Sous-Commission et de présenter ces documents à la Sous-Commission elle-même, ainsi qu'à la Commission à sa trente-huitième session.

En examinant ces documents et en tenant compte des avis exprimés au sujet de ses travaux lors de la trente-septième session de la Commission, la Sous-Commission devrait réexaminer les moyens de mettre en oeuvre la décision contenue dans la résolution 1979/36 du Conseil économique et social.

8. La délégation polonaise apprécie pleinement les nombreuses études faites à la demande de la Sous-Commission, par exemple le rapport établi par Mme Daes (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Add.1 à 7). En même temps, elle tient à appeler l'attention sur la nécessité de choisir soigneusement les sujets d'étude et de rapport. Par exemple, elle doute qu'il appartienne à l'Organisation des Nations Unies, et en particulier à la Sous-Commission, d'étudier la question de l'indépendance et de l'impartialité des tribunaux, des membres de jurys, des assesseurs ou des avocats. L'esprit d'initiative dont fait preuve la Sous-Commission est louable, mais cet organe devrait tenir compte des propositions de la Commission concernant ses travaux, et celle-ci pour sa part devrait prier plus souvent la Sous-Commission d'effectuer des études d'experts déterminées.

9. M. SADI (Jordanie) rappelle qu'il est lui-même membre de la Sous-Commission et note que la controverse au sujet du mandat et de la compétence de celle-ci aurait pu être évitée si la Commission avait prêté dûment attention à ses rapports antérieurs au lieu de se contenter d'en prendre note. C'est donc à la Commission qu'échoit la responsabilité de ce qu'elle considère de la part de la Sous-Commission comme des écarts par rapport à son mandat. Qui plus est, les membres de la Sous-Commission eux-mêmes ont commencé à se poser les mêmes questions. Ainsi, en ce qui concerne la question de l'envoi de télégrammes aux gouvernements, la Sous-Commission a décidé d'ajourner l'examen de la question de sa compétence à cet égard, compte tenu de l'élection prochaine de nouveaux membres à la Sous-Commission qui devront participer à la discussion. Par conséquent, le débat qui a lieu sur le rapport de la Sous-Commission sera extrêmement utile à celle-ci dans la mesure où il aboutira à l'élaboration de directives à son intention.

10. Il a été dit que la Sous-Commission, par les termes qu'elle emploie dans ses résolutions, se comporte comme l'Assemblée générale. Mais la Commission peut aussi bien adopter le rapport que le rejeter, ou le modifier. Cela dit, la Sous-Commission n'a nullement cherché à court-circuiter la Commission. Ses membres sont des experts ayant une expérience juridique, mais qui ne sont pas pleinement au fait des procédures en usage à l'Organisation des Nations Unies; il faut donc leur accorder le bénéfice du doute.

11. Par exemple, la résolution 3, concernant les mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale et le rôle de la Sous-Commission, dans laquelle il est recommandé de créer un fonds d'assistance dans le domaine des droits de l'homme, ne constitue qu'une recommandation adressée à la Commission des droits de l'homme. Il existe, dans le système, toutes sortes de fonds, et la Sous-Commission a pensé qu'il serait bon d'en créer un, alimenté par des contributions volontaires pour aider les pays à atteindre rapidement les normes minimales énoncées dans les instruments internationaux, faciliter l'introduction d'un enseignement dans le domaine des droits de l'homme, et inviter tous les Etats membres à faire traduire les instruments importants des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme dans leurs langues respectives. Les autres fonds des Nations Unies sont destinés à satisfaire partiellement les besoins matériels des hommes; celui que propose la Sous-Commission contribuerait à la promotion des droits de l'homme, qui ne saurait vivre uniquement de pain.

12. La résolution 14, relative à la question des droits de l'homme dans le cas des personnes soumises à une forme quelconque de détention ou d'emprisonnement, s'explique

par le fait qu'aucun autre organe des Nations Unies ne se préoccupe de la question; la Sous-Commission s'est donc sentie tenue de manifester son souci. Si elle a outre-passé son mandat, c'est dans l'idée qu'elle ne pouvait se fier uniquement aux rapports de presse sur la condition des prisonniers et qu'il lui fallait s'assurer par elle-même de la situation. Ainsi, elle pourrait soumettre à la Commission des éléments d'information émanant de personnes dignes de foi, ce qui ferait gagner beaucoup de temps à la Commission dont les membres n'auraient plus à discuter du bien-fondé des preuves qui leur sont soumises. La Sous-Commission avait pensé notamment que Mme Questiaux, M. Whitaker et Mme Daes pourraient être envoyés en Israël visiter les prisons et les camps de détention dans lesquels se trouvent des prisonniers et détenus arabes palestiniens. Il s'agit bien de trois experts indépendants. En adoptant cette recommandation, la Commission donnerait suite à une partie importante du rapport de la Sous-Commission.

13. S'agissant de la résolution 19, qui concerne la question de la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans tous les pays, en particulier dans les pays et territoires coloniaux et dépendants, M. Sadi appelle l'attention sur le fait que dans ce domaine, les seules sources d'information de la Sous-Commission sont des organisations non gouvernementales, et qu'il n'est pas possible de vérifier les renseignements que celles-ci fournissent. La Sous-Commission a donc estimé qu'il est justifié de doter l'Organisation des Nations Unies d'un service de collecte d'informations impartial.

14. Pour conclure, M. Sadi dit que ces trois résolutions illustrent l'esprit dans lequel la Sous-Commission a agi.

15. Pour M. EL-FATTAL (République arabe syrienne), la déclaration faite par le représentant du Brésil au début de l'examen du point 23 de l'ordre du jour reste tout aussi valable au stade actuel du débat. Certes, les membres de la Sous-Commission ne sont pas familiers avec les procédures de l'Organisation des Nations Unies, mais ils n'en sont pas moins des professeurs d'université qui connaissent le droit et devraient être au courant des règles élémentaires en vigueur à l'ONU, concernant notamment la hiérarchie des organes. De l'avis de M. El-Fattal, il serait possible de créer un fonds d'assistance dans le domaine des droits de l'homme, mais à une condition; que les droits de l'homme cessent d'être mis à l'encan dans les bourses des capitales des "grandes démocraties".

16. M. El-Fattal partage l'idée du représentant du Brésil selon laquelle le seul rapport soumis en bonne et due forme à la Commission est celui de Mme Daes, qu'il tient par ailleurs à féliciter pour le travail considérable qu'elle a accompli. C'est un fait que l'article 29 de la Déclaration universelle des droits de l'homme est parfois négligé en raison de l'approche sélective qui convient si bien aux buts poursuivis par certains pays. Le représentant de la République arabe syrienne se félicite que Mme Daes ait pu obtenir une réponse d'Israël au sujet de la question à l'étude et relève qu'Israël reconnaît par écrit ce qu'il nie dans la pratique. A ce propos, M. El-Fattal donne lecture du paragraphe 281 du rapport E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1. En effet, si cette déclaration était effectivement appliquée, pourquoi le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, la Commission, la Sous-Commission et d'autres organes condamneraient-ils Israël? Pourquoi Israël propage-t-il de telles informations alors qu'il ne reconnaît même pas la quatrième Convention de Genève? Les renseignements communiqués par Israël sont non seulement erronés, mais aussi incomplets, puisqu'ils ne font pas mention de la loi du retour qui impose à tout Juif des obligations envers un prétendu Etat. Cette loi ne fait-elle pas fi des droits individuels et collectifs des Juifs? Mais il faut admettre que si Israël faisait état de cette loi, les Juifs du monde entier protesteraient contre un instrument qui leur impose une nationalité qu'ils n'ont pas choisie.

17. M. RAHIM (Inde) note que le rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/1413), riche de renseignements et d'intérêt, mérite un examen attentif de la part de la Commission parce qu'il fait le point des travaux d'experts éprouvés, élus à titre individuel et, en tant que tels, agissant en toute objectivité et avec plus d'indépendance que des organes intergouvernementaux.

18. M. Rahim rappelle qu'à la session précédente de la Commission, il s'est déclaré préoccupé par le grand nombre d'études entreprises par la Sous-Commission sur divers sujets, qui risquent d'aboutir à une dispersion des maigres ressources disponibles au détriment d'autres activités importantes. Il constate que cette tendance se poursuit : à sa trente-troisième session, dans ses résolutions 6, 7, 8, 11, 12, 16, 17, 22, 23 et 24 et dans sa décision 2 c), la Sous-Commission a recommandé d'entreprendre toutes sortes d'activités. Or, ces activités entraînent toutes des incidences financières; il n'est pas précisé si elles sont envisagées au titre du budget-programme pour l'exercice biennal en cours ou pour le prochain; et il n'est pas certain qu'elles soient conformes aux résolutions par lesquelles l'Assemblée générale a demandé qu'aucune activité ne soit exécutée si elle n'est pas inscrite au budget-programme. Mais il y a plus : il reste à déterminer si ces activités sont compatibles avec le mandat de la Sous-Commission, ce dont la délégation indienne n'est pas convaincue. Il est certes loisible à la Commission d'examiner la question de savoir si ce mandat doit être élargi; mais aucun changement ne semble s'imposer présentement, et en tout état de cause cela exigerait une étude minutieuse et un consensus.

19. Il est fâcheux que la Sous-Commission, dans sa résolution 19, s'écarte de la procédure établie et fasse preuve d'un sens curieux de la hiérarchie en recommandant directement au Conseil économique et social, sans passer par la Commission, la création d'un service de collecte d'informations au sein de la Division des droits de l'homme. La délégation indienne ne saurait approuver ni le procédé, ni la teneur de cette recommandation, et elle tient à rappeler à ce propos la résolution 24 (XXXVI) de la Commission. Par ailleurs, elle partage les préoccupations exprimées par la délégation brésilienne quant aux demandes que la Sous-Commission adresse directement aux Etats Membres et au Secrétaire général.

20. La proposition de la Sous-Commission tendant à créer un fonds d'assistance dans le domaine des droits de l'homme préoccupe la délégation indienne, et ce d'autant plus qu'aucune indication n'est donnée quant à son financement ou à ses modalités de fonctionnement. Qui plus est, ce fonds drainerait des ressources qu'il faudrait affecter en priorité - pour aussi noble que soit la cause des droits de l'homme - au développement des pays en développement. Il est à noter qu'au titre du point 11 de l'ordre du jour, le Groupe de travail est appelé à examiner une proposition analogue de l'Assemblée générale, mais la délégation indienne ne saurait envisager favorablement la création de nouveaux fonds de ce genre en l'absence d'engagements fermes quant à l'octroi d'une aide continue, soutenue et croissante au développement.

21. Les mêmes considérations valent aussi pour les résolutions 25 et 27 de la Sous-Commission. Le nom par lequel est désignée la Sous-Commission correspond à son mandat actuel; sans modification de ce mandat, aucune modification du nom ne s'impose.

22. Enfin, il serait bon d'examiner la question de savoir si, dans le souci de préserver et de renforcer l'indépendance de la Sous-Commission et sa qualité d'organe d'experts, ses membres ne devraient pas, lorsqu'ils ne sont pas en mesure de participer à une session, désigner des suppléants qui ne soient pas des fonctionnaires de leur gouvernement. Si les missions permanentes à Genève assurent le service de la Sous-Commission, toute distinction entre la Commission et la Sous-Commission disparaîtra, au détriment de la crédibilité de cette dernière.

23. M. HILALY (Pakistan) relève, à la lecture du rapport de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités (E/CN.4/1413), que celle-ci a poursuivi ses activités normatives traditionnelles, et il ne partage pas l'opinion selon laquelle elle a outrepassé son mandat. La délégation pakistanaise attache une grande importance aux études de la Sous-Commission; elle félicite Mme Daes pour son étude (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et Corr.1 et E/CN.4/Sub.2/432/Add.1 à 7), qui aurait peut-être gagné à être étoffée par une analyse plus détaillée de la jurisprudence islamique, qui contient un véritable code régissant les relations entre l'individu et la communauté. M. Hilaly espère que la Commission décidera de publier cette étude.

24. La délégation pakistanaise se félicite de l'intérêt que la Sous-Commission commence à porter à la mise en oeuvre des normes en vigueur dans le domaine des droits de l'homme et aux mesures à prendre pour remédier aux violations massives des droits de l'homme. Ses résolutions sur les détenus palestiniens dans les territoires occupés, sur le Kampuchea et sur le déni du droit à l'autodétermination que constituent l'intervention et l'agression militaires devraient aider la Commission à formuler ses propres recommandations, et la délégation pakistanaise reviendra en temps utile sur ces questions.

25. M. Hilaly approuve la proposition tendant à changer le nom de la Sous-Commission; l'appellation proposée refléterait plus fidèlement la nature de ses activités. Il est prêt à examiner les recommandations de la Sous-Commission concernant les méthodes d'enquête sur les violations des droits de l'homme et le rôle de ses membres. Quant aux autres suggestions de la Sous-Commission d'ordre institutionnel, la Commission devrait les examiner au titre du point 11 de son ordre du jour.

26. M. INGLES (Philippines) ne partage pas l'opinion selon laquelle la Sous-Commission a outrepassé les limites de son mandat. La Sous-Commission peut s'adresser de sa propre initiative aux gouvernements et au Secrétaire général dans l'accomplissement d'une tâche particulière que la Commission lui a confiée, si les circonstances l'exigent. Il a été dit qu'elle n'a pas qualité pour prendre des décisions entraînant des incidences financières, mais les incidences financières ne doivent guère peser en l'occurrence, et les organes compétents devraient tenir dûment compte des recommandations de la Sous-Commission qui méritent d'être appliquées.

27. M. Ingles remercie Mme Daes pour son étude (E/CN.4/Sub.2/432/Rev.1 et E/CN.4/Sub.2/432/Add.1 à 7) et respecte le choix des systèmes juridiques qu'elle a fait, mais il signale à son attention les paragraphes 2 et 4 de l'article II et les paragraphes 1, 2, 3 et 4 de l'article V de la Constitution des Philippines de 1973. Il est surprenant que Mme Daes, rompant avec la pratique, n'ait pas incorporé dans son étude un projet de déclaration de principes sur i) les limitations à l'exercice de certains droits et libertés de l'homme, et ii) l'élaboration de normes des Nations Unies régissant la protection des droits de l'homme en cas de danger public exceptionnel. Certes, Mme Daes a recommandé à la Sous-Commission

de demander au Conseil économique et social, par l'intermédiaire de la Commission, que la Sous-Commission soit autorisée à élaborer deux résolutions déclaratoires, concernant l'une des principes et des normes définissant les limitations et les restrictions à l'exercice de certains droits de l'homme, et l'autre des principes, des directives et des normes concernant la protection des droits de l'homme en cas de danger public exceptionnel. La Sous-Commission, pour sa part, n'a adopté que la première des recommandations et n'a pris aucune décision sur la deuxième. Or, il est de la compétence d'un rapporteur spécial d'élaborer une déclaration de principes regroupant ses recommandations et conclusions, sans autre autorisation, ni de la Sous-Commission, ni de la Commission, ni même du Conseil économique et social.

28. La délégation philippine se félicite de la résolution 25 de la Sous-Commission, par laquelle celle-ci se déclare prête à aider la Commission pour remédier aux violations flagrantes et massives des droits de l'homme présentant un caractère urgent. Elle partage l'avis selon lequel la Sous-Commission devrait continuer d'effectuer des études dans le domaine des droits de l'homme et, comme l'ont recommandé ses membres, d'accomplir toutes autres tâches que la Commission lui confierait, en particulier dans le cas de violations flagrantes et massives des droits de l'homme présentant un caractère d'urgence.

29. La délégation philippine ne peut accepter la proposition de la Sous-Commission (résolution 27) tendant à ce que celle-ci tienne deux sessions par an de deux semaines chacune. La Sous-Commission devrait siéger une fois par an, pendant quatre semaines. Quant à la proposition concernant le changement de désignation de la Sous-Commission, elle pourrait être le prélude à un changement du caractère même de la Sous-Commission ou de son mandat. La Sous-Commission devrait conserver son nom actuel et remplir son mandat actuel, qui est assez large pour lui permettre d'entreprendre les études et autres tâches qui lui sont confiées par la Commission. Il appartient à cette dernière d'utiliser les services de la Sous-Commission de la façon la plus efficace et bénéfique possible. Cela dit, la délégation philippine souscrit à toutes les autres recommandations de la Sous-Commission.

30. Mme DERMENDJIEVA (Bulgarie) estime que la Sous-Commission, dans les limites de son mandat et par l'entremise de la Commission, a apporté un concours précieux aux activités de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme. Les points 4, 5, 6, 7, 9, 12 et 15 de l'ordre du jour de sa trente-troisième session sont au demeurant à l'ordre du jour de la session en cours de la Commission.

31. La délégation bulgare félicite Mme Daes pour son étude exhaustive qui offre ample matière à réflexion, et elle pense que la Commission devrait l'examiner avant de se prononcer sur les deux résolutions correspondantes de la Sous-Commission. Il est à noter à ce propos que la réalisation d'études par la Sous-Commission, avec l'autorisation de l'Assemblée générale ou du Conseil économique et social, présente un intérêt certain du point de vue de l'information et de l'enseignement, et cette pratique devrait être poursuivie.

32. La délégation bulgare partage nombre des observations formulées par la délégation brésilienne à propos du rapport de la Sous-Commission. Quelques recommandations de la Sous-Commission portent sur des questions qui ne sont pas de sa compétence. La Sous-Commission devrait s'en tenir strictement à son mandat et aux tâches qui lui sont expressément confiées par le Conseil économique et social ou la Commission.

Elle ne devrait pas faire double emploi avec la Commission en examinant sans l'accord préalable de celle-ci des questions qui ne relèvent pas de son mandat, lequel ne peut être modifié qu'avec l'autorisation de la Commission. La Sous-Commission a de toute évidence outrepassé son mandat en s'adressant directement au Secrétaire général, à d'autres organes des Nations Unies et à des institutions spécialisées, en invitant directement des gouvernements à prendre des mesures et à lui fournir des renseignements, se plaçant ainsi au-dessus des gouvernements souverains, et en proposant la création de nouveaux organes dans le domaine des droits de l'homme - fonds d'assistance, missions d'enquêtes, service de collecte d'informations au sein de la Division des droits de l'homme. C'est au Groupe de travail créé pour l'examen du point 11 de l'ordre du jour de la Commission qu'il appartient d'étudier toute proposition concernant l'analyse globale, dans laquelle il doit être tenu compte de tous les mécanismes et procédures existants pour la mise en œuvre des droits de l'homme dans le système des Nations Unies.

33. De même, la délégation bulgare est préoccupée par les résolutions 25 et 27 de la Sous-Commission, sur lesquelles elle reviendra plus longuement dans les interventions qu'elle consacrera au point 11 de l'ordre du jour de la Commission. Comment, en effet, un organe subsidiaire de la Commission peut-il signaler une situation à l'attention du Président de l'Assemblée générale, du Président du Conseil de sécurité, du Président du Conseil économique et social, du Secrétaire général, voire de l'Assemblée générale, sans décision préalable de la Commission, du Conseil économique et social ou de l'Assemblée générale ? Comment la Sous-Commission peut-elle être habilitée à intervenir, par l'entremise du Secrétaire général, directement auprès des gouvernements en cause ? La Sous-Commission est un organe d'experts qui n'est pas habilité à résoudre des problèmes politiques concernant des situations d'urgence.

34. La délégation bulgare pense qu'il n'est pas utile que la Sous-Commission tienne deux sessions par an. A propos de la suggestion de la Sous-Commission tendant à l'autoriser à voter au scrutin secret, il convient de rappeler l'article 59 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, ainsi que l'article 66, qui ne prévoit de vote au scrutin secret que pour des élections.

35. En conclusion, la délégation bulgare espère que, dans ses travaux futurs, la Sous-Commission respectera les décisions de la Commission et du Conseil économique et social et se conformera strictement à son mandat.

36. M. TOSEVSKI (Yougoslavie) se félicite que la Commission consacre plus de temps qu'à ses sessions précédentes à l'examen du rapport de la Sous-Commission (E/CN.4/1413) et de ses activités en général. Le représentant du Brésil, par une analyse en profondeur de ce rapport, a mis en évidence des problèmes sérieux qui se posent, non seulement à la Sous-Commission mais aussi à la Commission elle-même. En fait, il semble que les tendances notées à la Sous-Commission reflètent un point de vue majoritaire dans cet organe; cela apparaît bien, par exemple, au paragraphe 29 du rapport, concernant l'action dans les cas d'urgence. Après avoir donné lecture des quatre premières phrases de ce paragraphe, M. Tosevski note qu'un seul membre s'est dissocié de la conception majoritaire consistant à tenir des réunions entre les sessions.

37. Si la Sous-Commission a parfois tendance à outrepasser son mandat, il ne faut pas l'en blâmer; ce n'est que le reflet d'une tendance qui existe à la Commission elle-même. Ce que la Commission doit plutôt faire, c'est ouvrir un large débat sur les méthodes de travail que les deux organes devraient suivre à l'avenir, et sur la philosophie même de leur action. La Commission doit également demander à la Sous-Commission de consacrer elle-même une discussion à l'amélioration de ses méthodes de travail, pour la bonne exécution de son mandat. De son côté, la Sous-Commission devrait présenter des propositions concrètes sur ses travaux et son organisation, dont la Commission pourrait tenir compte pour améliorer ses propres méthodes. Il ne s'agit donc pas de rejeter ou d'approuver les tendances observées à la Sous-Commission, mais bien plutôt de rechercher une amélioration générale des méthodes de travail dans le domaine des droits de l'homme.

38. M. RIBEIRO (Portugal) rappelle que la Sous-Commission va être renouvelée dans sa composition. Il estime qu'elle a accompli un excellent travail à sa trente-troisième session, et il tient à adresser des remerciements particuliers à Mme Daes, qui vient de présenter à la Commission son étude sur les devoirs de l'individu envers la communauté.

39. Un certain nombre de critiques ont cependant été formulées au sujet de la manière dont la Sous-Commission s'acquitte de son mandat; ces critiques semblent être la conséquence du peu d'attention prêté à cet organe jusqu'ici. Tout d'abord, comme le représentant du Canada, M. Ribeiro se demande pourquoi les membres de la Sous-Commission se font fréquemment remplacer par des suppléants qui, eux, ne sont pas élus, ce qui restreint l'indépendance des membres de la Sous-Commission vis-à-vis des gouvernements. D'une manière générale, il faut remercier la Sous-Commission pour son travail, mais aussi examiner certaines considérations critiques concernant son fonctionnement et la portée de ses travaux.

40. Peut-être faut-il, dans l'analyse, remonter à la Commission elle-même, organe très politisé qui reprend les problèmes politiques de l'Assemblée générale en les traitant souvent avec encore davantage de force et d'agressivité. On peut se demander si les droits de l'homme n'y sont pas souvent un prétexte pour défendre la ligne politique des gouvernements. Les membres de la Commission doivent suivre des consignes précises, et ils déclarent souvent qu'ils attendent des instructions de leur gouvernement. La Sous-Commission n'échappe pas entièrement à cette politisation. En effet, les délégations proposent comme candidats des diplomates qui ont l'habitude des réunions internationales, sont experts dans l'art de la négociation en coulisse et du consensus, et présentent des plaidoyers pour leur régime. Rares sont les membres de la Sous-Commission qui sont vraiment détachés des gouvernements.

41. Par ailleurs, la Commission dispose pour répondre aux plaintes des victimes des violations des droits de l'homme d'un mécanisme lourd, malgré le dur travail que la Division des droits de l'homme effectue pour renforcer sa crédibilité. Dans sa déclaration liminaire, le Directeur de la Division a exprimé un certain désenchantement à ce sujet. La Commission reçoit de toute part des appels angoissés, mais souvent elle doit se contenter de les classer; son action est à bien des égards plus limitée que celle d'organisations non gouvernementales comme Amnesty International ou la Commission internationale de juristes. Lorsqu'on a voulu, sous l'égide de l'ONU, envoyer en Iran une commission composée de juristes réputés pour résoudre le problème des otages, on n'a même pas songé à désigner des membres de la Commission ou de la Sous-Commission.

En un laps de temps assez court, on a vu tomber cinq dictateurs coupables d'innombrables violations des droits de l'homme (l'ancien shah d'Iran, l'ex-empereur Bokassa et les anciens présidents Macías Nguema Somoza et Amin), mais ni la Commission, ni la Sous-Commission n'ont véritablement joué un rôle dans ces changements. Leur rôle reste pédagogique et théorique; elles n'ont pas les moyens de faire appliquer leurs recommandations.

42. Plutôt que d'accuser la Sous-Commission d'outrepasser son mandat, il faudrait accroître son dynamisme en lui confiant des tâches à la fois précises et étendues. Peut-être est-il difficile qu'elle échappe aux contraintes politiques; mais elle doit au moins faire l'oeuvre humaniste dont les peuples ont tant besoin. Dans cette perspective, il faut améliorer sa structure et son fonctionnement, en même temps que ceux de la Commission, pour accroître sa crédibilité; sans cela, elle ne pourra que présenter des rapports qui aurent très peu de résultats pratiques.

43. M. ORTIZ RODRIGUEZ (Cuba) s'associe tout d'abord aux délégations qui ont remercié Mme Daes pour la présentation de son rapport sur les devoirs de l'individu envers la communauté. A son avis, la valeur du travail de la Sous-Commission est indéniable, mais il faut consacrer suffisamment de temps à l'examen de son rapport; la délégation cubaine a déjà demandé cela dans le passé. La Sous-Commission accomplit un travail spécialisé, et elle a pour vocation de formuler des idées qui aident à développer les activités des Nations Unies dans le domaine des droits de l'homme.

44. Une première observation à faire à cet égard, c'est que des directives doivent lui être données pour éviter qu'elle s'écarte de son mandat. De son côté, la Sous-Commission doit répondre aux appels et aux directives de la Commission, organe supérieur. Or, il est largement reconnu que la Sous-Commission a outrepassé ses fonctions, et la délégation cubaine estime que les inquiétudes manifestées à ce sujet sont justifiées. Cette situation doit être étudiée dans le souci d'assurer une bonne coordination entre les organes des Nations Unies; des organes subsidiaires créés avec un mandat précis ayant fait l'objet de longues délibérations doivent dans la pratique contribuer à cette coordination.

45. Le représentant de Cuba partage le point de vue de celui du Brésil sur l'opinion du Conseiller juridique (p. 54 du rapport de la Sous-Commission E/CN.4/1413). Dans la deuxième phrase de ce texte, il est dit que "la capacité de réunir des informations est une condition préalable de l'accomplissement effectif des tâches de la Commission"; cela est vrai, et l'utilité de telles informations est manifeste, mais il faut qu'elles soient recueillies en passant par le canal normal, qui est celui de la Commission. Dans la quatrième phrase il est parlé d'une "évolution intervenue dans la pratique qui a été marquée par un élargissement considérable de la portée de l'activité de la Sous-Commission (y compris le fait de s'adresser directement aux gouvernements)"; les responsabilités qui sont envisagées ici n'incombent pas à la Sous-Commission, mais bien à la Commission elle-même.

46. Il ne faut pas que la Sous-Commission étende son mandat au-delà de ce que les organes supérieurs souhaitent; cela serait une source de contradictions et ne contribuerait pas à l'efficacité de ses travaux. Au contraire, ses activités doivent être renforcées dans le cadre de son mandat et des procédures établies pour les organes subsidiaires. Certes, dans son développement historique, la Sous-Commission a effectué des travaux remarquables par leur importance, leur nombre et leur quantité; cependant il faut que ses études et ses propositions se situent dans des domaines précis. La Commission attend beaucoup de la Sous-Commission, mais les règles de fonctionnement de celle-ci doivent être revues,

et surtout respectées. En effet, d'un côté la Sous-Commission a tendance à outrepasser son mandat, mais d'un autre côté on peut déplorer qu'elle ne se soit pas suffisamment penchée sur des questions comme l'apartheid, la discrimination raciale ou la situation des minorités et n'en ait pas dégagé une vision claire.

47. Le PRESIDENT signale que le Yémen démocratique se joint aux auteurs des projets de résolution E/CN.4/L.1549 et L.1550.

La séance est levée à 19 h 15.